

SANTÉ

Moins seuls face à Alzheimer

Les chiffres énumérés hier par les différents intervenants, lors de l'inauguration des Parentèles, ont de quoi faire froid dans le dos. Aujourd'hui, on estime qu'1,3 million de personnes en France pourraient être atteintes d'Alzheimer. Désormais, on compte autant de moins de 20 ans que de plus de 60 ans. Autant dire qu'au-delà du problème de santé publique, nous sommes tous concernés. Aussi, l'inauguration hier des Parentèles, rue de Nice, répond-elle évidemment plus qu'à un besoin, à une nécessité absolue. On citera encore pour s'en convaincre que les aidants passent plus de six heures par jour à s'occuper d'un malade, certains sont pourtant encore en activité.

98 places dont 14 temporaires

Les parentèles, établissement d'hébergement des personnes âgées dépendantes dédié à Alzheimer et aux troubles cognitifs, ne sont pas nées sans douleur. Le dossier a été déposé en 2007... Il a fallu du temps donc avant que l'Agence régionale de santé (ARS), le conseil général et la Ville ne se félicitent de cette naissance. Le

projet est innovant. À l'origine du concept, on trouve les docteurs Patat avec deux exemples en région parisienne. La structure rémoise est le fruit de la reprise par le groupe Almage, fondés par les docteurs Saillon. Ici, ce n'est pas le malade qui s'adapte aux bâtiments, mais l'inverse. Le président de l'Effort rémois a souligné que les espaces de déambulation avaient demandé une vraie cogitation. Non seulement la prise en charge est spécifique, mais elle est aussi pluridisciplinaire. Comme l'a souligné Éric Kariger, vice-président du conseil général mais aussi responsable du pôle gériatrie du CHU, cela vient compléter l'offre au niveau des personnes âgées localement. Quatre-vingt-dix-huit places sont disponibles, dont 14 places temporaires. Elles permettent de soulager les proches, avant que le malade ne revienne à domicile. En 2014, un accueil de jour est encore prévu. Enfin, douze places sont agréées aide sociale pour les personnes qui n'ont pas forcément les moyens. Le tout a notamment nécessité environ 12 millions de travaux, sachant que maintenant le fonctionnement est assuré par l'ARS et le Département. Yann LE BLÉVEC